

1. L'espace

L'immensité de son territoire¹ fait de l'Amérique un État-continent. Les colons comme les explorateurs n'en prennent que tardivement la mesure. À la recherche de terres, de l'Eldorado, de liberté, ils découvrent sans cesse de nouveaux horizons riches en promesses qui incitent à poursuivre la route. Cette expérience qui se répète pendant plus de deux siècles au nord, au sud, à l'ouest a profondément marqué l'Amérique au point d'en faire une dimension première de la conscience nationale. L'espace écrit Jean Baudrillard² « y est la pensée même ». Il a en effet hanté les imaginations, absorbé des énergies intenses, façonné une culture. L'invitation permanente qu'il constitue à entreprendre une quête sans fin, à tenter de satisfaire des appétits insatiables a été le moteur d'une conquête qui a parfois conduit à l'élimination impitoyable des obstacles rencontrés (ce furent, entre autres, les nations indiennes), à une exploitation dommageable de ressources qui semblaient inépuisables. Elle a néanmoins forgé une société qui tout en empruntant initialement à l'Europe habitants, idées, capitaux ou inspiration artistique est devenue profondément originale.

L'infinitude de l'espace saisit les premiers arrivants ; elle constitue pour le colon un formidable défi ; elle continue de frapper le voyageur aujourd'hui. Rien ne semble pouvoir le borner, l'enfermer. Les cartographes qui se basent jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle sur des éléments fort imprécis, des oui-dire, le peuplent encore à l'époque de Jefferson de cités ou de royaumes aux fabuleuses richesses, de créatures terrifiantes (témoins d'un temps qui se serait arrêté à la préhistoire telle qu'on se la représente alors), de vallées verdoyantes faisant de ces contrées inconnues un nouvel Éden. Ils ne peuvent en cela qu'exciter davantage les imaginations et hâter la conquête. Celle-ci ne procède pas de façon ordonnée puisqu'elle est le fait de millions d'initiatives qu'aucune force ne peut contenir. Ce faisant, elle entraîne la jeune république, souvent réticente, à s'engager dans une aventure expansionniste qu'elle a parfois du mal à maîtriser tout en finissant par la convaincre que la domination du continent est sa « destinée manifeste ».

Conquête n'est cependant pas synonyme d'appropriation. Une course incessante pour être le premier arrivé et disposer des richesses que recèle le continent laisse des espaces totalement vides, ignorés. L'un des actes fondateurs du nouvel État est de quadriller le territoire acquis par le traité de Paris qui consacre son indépendance afin

1. 9,4 millions de kilomètres carrés soit environ dix-sept fois la France ; 4 500 kilomètres d'Est en Ouest et 2 000 kilomètres du Nord au Sud.

2. Jean Baudrillard, *Amérique*, Grasset, Paris, 1986, p. 22.

de le mettre en vente. Il y est poussé par les spéculateurs, parfois des fermiers soucieux de faire établir un titre de propriété incontestable. Mais ce quadrillage précède le plus souvent la reconnaissance du terrain tout en étant inopérant face aux colons qui n'ont pas attendu la loi pour se presser vers l'Ouest. Canaux puis chemin de fer accélèrent la pénétration du continent. Des villes naissent au confluent des fleuves, là où se sont noués les échanges avec les Indiens, le long des pistes ou des voies de chemin de fer. La même occupation un peu erratique du sol préside à leur inscription dans l'espace en dépit du plan orthogonal qui s'impose partout à l'Ouest des Appalaches. Ici encore les transports jouent un rôle décisif dans leur développement.

Thomas Jefferson pensait que l'acquisition de la Louisiane donnerait aux États-Unis assez de terres pour satisfaire jusqu'à la millième génération. La rivalité entre le Nord et le Sud pour les territoires à l'ouest du Mississippi ne tarde pourtant pas à se manifester. Aucun compromis entre deux logiques économiques et dans une certaine mesure deux sociétés ne peut être trouvé et la lutte pour l'espace débouche sur la guerre civile. À son issue, la prairie est de nouveau le théâtre d'affrontements entre éleveurs de bétail que les cow-boys conduisent vers les abattoirs de Chicago, les éleveurs de moutons et les fermiers qui clôturent leurs exploitations. Avec l'urbanisation croissante, ce sont des espaces aux frontières changeantes qui deviennent l'enjeu de luttes entre immigrants, minorités ethniques, classes moyennes et les catégories les plus privilégiées. La ville où l'espace public est réduit (contrairement à l'Europe) se fragmente à l'infini au profit d'intérêts privés.

L'Américain, écrit l'historien Daniel Boorstin, est un « voyageur sans bagages ». La population des États-Unis reste caractérisée par une extraordinaire mobilité. Le passage d'une économie rurale à une société industrielle dépendante de ressources minières et énergétiques puis à une économie post-industrielle n'a rien changé à cette propension à se « déraciner » sans que ceci ne soit un quelconque sujet de trouble. Toutes ces décisions individuelles suscitent depuis les premiers jours de la république les craintes de déplacement du centre de gravité des États-Unis d'un point de vue démographique, économique ou politique. Une telle mobilité est aussi bien errance, source de solitude qu'élément structurant ; le peu d'attachement au passé (jugé ailleurs être un indispensable ancrage), un présent considéré comme attente d'un avenir nécessairement meilleur, un regard tourné vers des horizons toujours dépassables confèrent à l'Amérique son identité unique.

A. Un continent à conquérir

La conquête du continent par les colons américains s'étend sur deux siècles et il faut pour son appropriation ajouter pratiquement un siècle supplémentaire (poursuite de la vente de terres fédérales inoccupées à des fermiers). Cette conquête constitue une entreprise gigantesque et requiert un formidable effort. Au centre des raisons qui suscitent l'aventure se trouve un espace continental que l'imagination (dûment alimentée par propagandistes ou spéculateurs) investit de mille promesses ou d'incroyables richesses. Une nouvelle civilisation naît de ces espoirs et de ces efforts alors que du contact avec le continent est créée « un homme nouveau ».

L'historien britannique Arnold Toynbee dans son *Étude de l'histoire* propose un facteur explicatif central à la « genèse des civilisations ». Un groupe humain par son départ de sa communauté d'origine — où il avait acquis des habitudes, s'était façonné

un mode d'existence adapté à son milieu — se trouve brutalement confronté à un défi. Des circonstances imprévues le contraignent à réagir pour assurer sa survie. Certains périssent, d'autres inventent les réponses appropriées. La civilisation qui progressivement émerge de la « riposte » à ce « défi » est singulière ; elle ne peut être expliquée de manière satisfaisante ni par la race, ni par le milieu, facteurs généralement mis en avant. Dans son analyse des civilisations de l'Antiquité, Arnold Toynbee a une brève réflexion incidente sur la Nouvelle Angleterre qui résulte d'une observation personnelle. Au cours d'une de ses visites dans le Connecticut, il découvre un village abandonné que la nature a envahi. Ceci suggère la « lutte disproportionnée à leur nombre [qu'ont engagée les habitants de la Nouvelle Angleterre] en arrachant à la nature sauvage la largeur totale du continent américain de l'Atlantique au Pacifique »¹. Il a fallu, ajoute-t-il, faire preuve d'une semblable énergie pour accomplir la conquête de l'Ouest.

Michel-Guillaume Hector St John de Crevecoeur², qui le premier voit dans l'Américain un « homme nouveau » aurait souscrit à cette analyse des « vertus de l'adversité ». Tour à tour lieutenant dans un régiment français au Canada, cartographe et géomètre, fermier et homme de lettres, il est frappé par la transformation de l'Européen transplanté en Amérique. Le continent par son étendue, la rudesse de son climat prend initialement le dessus ; le colon qui s'enfonce dans des solitudes hostiles est écrasé par cette immensité. S'il survit à ces épreuves, il est néanmoins réduit à l'apparence d'une créature plus animale qu'humaine. Mais de son labeur acharné naît une ferme. Il est rejoint par d'autres d'un esprit moins pionnier que le sien. Une communauté progressivement se forme ; elle prend les traits d'une société plus policée tirant parti de la fertilité du sol et se donnant des lois, prémices de cette civilisation nouvelle qui est proprement américaine. Ce processus répété des millions de fois assure sur près de trois siècles la maîtrise de cet espace démesuré.

Il faut à ces découvreurs et pionniers, explique Henry Commager, un mélange d'optimisme, d'imagination, de courage ; la conviction que « la force d'âme, l'application, la perspicacité et un peu de chance ne manqueraient pas d'être finalement récompensées »³. La frustration des premiers navigateurs de trouver sur la route des Indes et ses épices convoitées l'énorme obstacle que constitue ce nouveau continent cède assez vite la place à son exploration. L'Espagnol Hernando de Soto, l'Anglais Walter Raleigh, le Français Jacques Cartier remontent le Mississippi ou le St Laurent, découvrent ses baies, installent des postes. Les Puritains qui y trouvent refuge s'extasient devant la générosité de la nature en dépit d'un hiver 1620 très éprouvant au cours duquel la colonie de Plymouth est décimée. Les implantations du Massachusetts et de Virginie restent tout d'abord côtières — l'intérieur du continent peuplé d'Indiens et de bêtes féroces conservant un aspect menaçant. Mais cette situation charnière avec une Europe qui s'intéresse de plus en plus aux ressources des colonies américaines ne fige pas les colons le long de cette bande côtière. Tout en maintenant « une porte ouverte sur le monde » par le commerce avec l'Europe, les colons entament une pénétration patiente du continent. « Qui aurait pu prédire — s'exclame Daniel Boorstin — que les Puritains deviendraient des Yankees ? [...] Que des Anglais qui avaient toujours tourné les yeux vers les chemins du ciel porteraient leurs regards ambitieux à la recherche de marchés

1. Arnold Joseph Toynbee, *L'histoire. Un essai d'interprétation*, Gallimard, Paris, 1951, p. 99.

2. Hector St John de Crevecoeur, *Letters from an American Farmer*, Oxford University Press, New York, 1997, Lettre 3, p. 40.

3. Henry Steele Commager, *The American Mind*, Yale University Press, New Haven, 1950, p. 7.

nouveaux où investir ? »¹ De leurs succès dépend l'arrivée d'autres colons également attirés par la possibilité de vivre librement leur religion, de pouvoir tirer pleinement parti du fruit de leur labeur.

Contrairement au mythe du pionnier solitaire, héros de la conquête du continent, Boorstin insiste sur le rôle essentiel joué par le colon-fermier :

« Deux types d'hommes surent apprivoiser l'espace : les nomades (qui se groupèrent en communautés) et les nouveaux riches (ou promoteurs en tout genre). Les migrants confrontés aux problèmes qu'engendrait leur mobilité, formèrent des communautés. Les communautés de nouveaux riches, à cause de la rapidité de leur développement, donnèrent naissance au personnage du promoteur en tout genre. »²

Les espaces vierges exercent une puissante attraction sur le colon ou planteur à la recherche de nouvelles terres et cet appétit est aiguisé par les spéculateurs (ou promoteurs pour Daniel Boorstin). Si ce mouvement vers l'Ouest est contenu par les Appalaches, dès 1748 une incursion par les Virginiens dans la Vallée de l'Ohio est suivie après la Révolution américaine (ou guerre d'Indépendance) par des établissements définitifs d'habitants de la Nouvelle Angleterre. Ceux-ci comprennent vite que face à l'hostilité des Indiens il est indispensable de rester regroupé en communautés. La même expérience est faite par ceux, plus aventureux encore qui s'élancent dans la prairie (à peine reconnue le long du Missouri par l'expédition de Lewis et Clark qui suit l'achat de la Louisiane en 1803) ; ou encore s'élancent à partir de 1821 le long de la piste de Santa Fe qui plonge dans les territoires mexicains.

Rien ne peut freiner cette ardeur pionnière qu'entretiennent les promesses de nouveaux horizons. La « fièvre de l'émigration » pousse les frères Donner, fermiers prospères de l'Illinois, à quitter en 1845 la sécurité d'un environnement maîtrisé pour se lancer dans l'aventure californienne à l'issue incertaine. Le cours du Missouri qui guide les Donner conduit les chariots lourdement chargés au pied des Rocheuses où les épreuves de l'ascension et d'un temps exécrable attendent la caravane. Croquant trouver un raccourci par le grand lac salé, elle s'enfonce dans le désert de l'Utah. Épuisés par un terrain accidenté, harcelés par les Indiens, les frères Donner parviennent à la Sierra Nevada fin septembre alors que tombent les premières neiges. Pris dans la tempête, affamés, ils sont contraints de dévorer les membres de leur groupe qui meurent d'épuisement. Trente-sept des soixante migrants périssent dans l'expédition. Mais l'attrait de terres fertiles, la rumeur d'un autre paradis qu'abriterait la vallée de la Willamette sont plus forts que la tragédie des Donner et de bien d'autres ou encore que les menaces de guerre avec le Mexique en Californie ou avec la Grande-Bretagne dans l'Oregon. La découverte d'or en 1848 précipite de nouveaux candidats à la fortune au travers de l'enfer de la vallée de la mort ; rien ne peut décidément dissuader ceux qui sont déterminés à s'emparer des richesses du continent.

La colonisation précède ainsi le plus souvent la découverte d'un territoire encore largement inexploré. Boorstin a cette très belle formule : « Dans le Nouveau Monde, une nation pouvait se développer tout en allant à la découverte d'elle-même »³. La découverte du continent va en effet de pair avec l'affirmation du caractère national.

1. Daniel Boorstin, *Histoire des Américains*, Robert Laffont, Paris, 1991, p. 379.

2. *Ibid.*, p. 430.

3. *Ibid.*, p. 626.

Les géographes en mal d'éléments précis propagent l'idée qu'une chaîne de montagnes d'une altitude comparable à celle des Appalaches s'interpose entre les grandes plaines et la Côte Pacifique en totale symétrie avec la configuration qui prévaut à l'Est. De plus, un fleuve, le San Buenaventura, est censé traverser le continent d'est en ouest comme le fait le Mississippi du nord au sud. C'est sur la base d'informations partiellement erronées qu'est lancée l'expédition Lewis et Clark en 1804. Bien qu'elle revienne en 1806 avec une cartographie précise, elle introduit elle aussi un fleuve mythique, le Multnomah, qui faciliterait considérablement les communications en Californie :

« Cette demi-ignorance providentielle de l'espace américain explique l'énergie, la passion, l'acharnement que rien ne venait distraire et jusqu'à la versatilité avec laquelle les Américains déplaçaient si vite leurs espoirs d'un San Buenaventura à l'autre. »¹

Le « flou de l'espace » encourage « une expansion aveugle » de la république américaine. La vente de la Louisiane par Napoléon est faite sans que celui-ci ne soit en mesure de préciser les limites du territoire qu'il cède. S'étend-il jusqu'au Pacifique ? Ce n'est pas certain, mais il comprend au moins la partie occidentale du bassin drainant du Mississippi. Sans plus le savoir, la France inclut dans cette cession la partie occidentale de la Floride. La politique étrangère des États-Unis exploite ces imprécisions ; vis-à-vis de l'Espagne qui lors du traité de 1819 concède la Floride orientale mais est réputée avoir abandonné le Texas dans le même temps. Le flou est tout aussi grand au nord : la fertilité de la vallée de la Willamette dans le territoire de l'Oregon que se disputent États-Unis et Grande-Bretagne menace même de tourner en nouvelle guerre entre les deux pays. L'expansionnisme devient presque inévitablement une impulsion naturelle, une seconde nature. « Voilà le toast qu'on portait volontiers à Waterville, dans le Maine à l'occasion du 4 juillet 1815 : À l'aigle des États-Unis : puisse-t-il étendre ses ailes de l'Atlantique au Pacifique et, plantant ses serres dans l'isthme de Darien [golfe du Mexique], atteindre le pôle nord de son bec »². Point n'est donc besoin d'attendre 1845 pour que soit énoncée la doctrine de la « destinée manifeste » qui proclame la vocation des États-Unis à gouverner tout l'hémisphère occidental.

Il est difficile de faire la part entre la poussée exercée par les colons et une politique nationale. Une même fièvre semble s'emparer des citoyens et de leurs dirigeants. Elle est entretenue par les récits des explorateurs, la propagande des spéculateurs ou promoteurs vantant le nouvel Éden américain avec des cités aux rues pavées d'or, des réussites spectaculaires. Les peintres enflamment aussi les imaginations. La démesure de la toile de John Banvard qui ambitionne sur près de cinq kilomètres de représenter le Mississippi « dans toute sa splendeur » de l'embouchure du Missouri jusqu'à la Nouvelle Orléans n'est pas une entreprise isolée. Elle triomphe en Amérique même partout où le peintre la transporte mais également en Grande-Bretagne où il est invité par la Reine Victoria. Ces paysages grandioses contemporains de l'époque de la « destinée manifeste » trouvent un écho dans les tableaux d'Albert Bierstadt qui dépeignent à peine vingt ans plus tard les Rocheuses ou la Sierra Nevada avec un romantisme que n'auraient guère partagé les membres de l'expédition Donner.

Tout ceci participe cependant de ce que l'historien Frederick Jackson Turner définit à la fin du dix-neuvième siècle comme l'esprit de la frontière. Les obstacles, aussi

1. Daniel Boorstin, *op. cit.*, p. 633.

2. *Ibid.*, p. 686.

formidables soient-ils, ne peuvent arrêter l'avancée des colons. La conquête du continent façonne les institutions américaines en même temps qu'elle change le regard du pionnier colon sur le monde. En cela, propose encore Daniel Boorstin, « les États-Unis devinrent spontanément, en quelque sorte, une nation consolidée par les forces mêmes de dispersion »¹. Au-delà de cette avancée semble-t-il erratique, des tâtonnements de la politique étrangère (faut-il ou ne faut-il pas annexer le Texas par exemple), la nature démocratique des institutions sort renforcée, une énergie débordante et indomptable devient la norme ; le regard se perd indéfiniment au-delà des horizons.

B. Les modalités d'appropriation du territoire

En moins d'un siècle, les États-Unis passent d'une étroite bande côtière enserrée entre l'Atlantique et les Appalaches à un territoire dont les frontières continentales demeurent inchangées aujourd'hui. Une extension considérable qui procède du hasard ou de la chance pour ce qui est de l'acquisition de la Louisiane en 1803, de l'occupation par des colons créant ainsi une situation de fait pour le Texas (elle débouche sur la guerre américano-mexicaine de 1846) ou encore pour l'Oregon, enfin d'une volonté expansionniste pour l'achat de Gadsden au Mexique en 1853 ou de l'Alaska à la Russie en 1867. Ces acquisitions successives sont bien loin d'être synonymes d'emprise territoriale. Les îlots de peuplement qui s'installent progressivement le long de voies de communication — qui sont parfois des pistes, puis des routes, canaux et lignes de chemin de fer — ne permettent qu'une intégration assez lente de ces territoires dans l'Union et laissent surtout à leurs marges des régions totalement désertiques.

Cette situation suscite une controverse dès l'achat de la Louisiane. La constitution de 1787 n'a pas prévu l'agrégation de nouveaux territoires. Quel doit donc être leur statut au sein de la république : celui de colonies, de provinces, d'États à parité avec les treize États fondateurs ? Les habitants de ces territoires, qu'ils soient Indiens, Espagnols ou Français ne partagent ni la même langue, ni surtout la même culture et n'ont pas fait cette expérience de lutte décisive pour le nouvel État afin de mettre en place des institutions démocratiques. La république américaine risque également d'être radicalement affaiblie par la dispersion d'une population peu nombreuse (moins de six millions lors de l'achat de la Louisiane) ainsi que par la dispersion de capitaux déjà insuffisants pour assurer le développement économique de la jeune république. Une telle agrégation enfin ne menace-t-elle pas le nouvel ensemble de désunion par suite des rivalités potentielles entre Nord et Sud et des difficultés d'unité territoriale que pose la géographie du continent ? Les adversaires de l'acquisition de la Louisiane — mais leurs arguments sont repris à mesure de l'expansion continentale — préfèrent une Union petite mais solide à l'agrégation de nouveaux territoires. Dans le cas de la Louisiane (mais c'est encore plus vrai de l'Alaska), ceux-ci apparaissent de surcroît totalement impropres à la colonisation.

Le peuplement de ces vastes étendues, synonyme d'appropriation plus durable, procède par à-coups. Ceci tient à une multiplicité de facteurs : les « fièvres d'émigration », les guerres indiennes successives, la construction de voies de communication, l'expansion des villes qui deviennent des pôles structurants de développement. L'appétit de terres pousse vers l'Ouest les immigrants comme les populations déjà installées

1. Daniel Boorstin, *op. cit.*, p. 816.

(c'est le cas de la famille Donner). Les richesses minérales du continent sont également à l'origine de véritables « ruées » ; la découverte d'or en Californie en 1848 constitue la première ruée massive au travers des grandes plaines et des Rocheuses mais est suivie par celle des Collines Noires du Dakota en 1874 puis du Klondike (Alaska) en 1896. La construction d'une voie nationale traversant les Appalaches pour relier le Maryland à l'Ohio est décidée par le gouvernement fédéral en 1806. Le creusement du premier canal entre l'Hudson et le lac Érié débute en 1817. Les travaux sur la voie ferrée conduisant de Baltimore à l'Ohio commencent en 1828. Ce sont ainsi les Grands Lacs et toute la partie transappalachienne du continent qui sont ouverts à la pénétration des colons qui peuvent en retour écouler leur production vers les ports de la côte à des coûts sans cesse décroissants.

L'un des « obstacles » récurrents à cette appropriation est la présence indienne. En dépit du caractère le plus souvent brutal de la saisie des terres tribales, du refoulement ou de la déportation des nations indiennes vers des régions jugées impropres à la culture, reste en suspens la question de la légitimité de la dépossession à laquelle les colonies puis la république se livrent à mesure de leur avancée sur le continent. L'Angleterre du dix-septième siècle revendique la découverte des territoires sur lesquels s'installent ses colons, ce qui lui confère (à ses yeux) un droit sur le sol ainsi occupé. Mais ceci fait fi du droit des premiers occupants que sont les Indiens. Les Hollandais qui s'implantent à New Amsterdam (aujourd'hui New York) achètent Manhattan à ses occupants et la loi hollandaise n'accepte de reconnaître un titre de propriété sur les implantations qui se font le long de l'Hudson que contre présentation d'un titre obtenu des Indiens. Roger Williams qui crée la colonie du Rhode Island insiste sur le droit de propriété des Indiens et ses compatriotes anglais finissent par consentir au principe d'achats par traités signés avec les tribus ou nations qui consacrent ainsi cette cession.

Cette pratique — qui n'exclut pas l'appropriation de terres consécutives aux nombreux conflits qu'engendre une cohabitation toujours difficile — ne contredit pourtant pas ce que les colons considèrent comme leur droit incontestable à la propriété d'un sol qu'ils ont transformé par leur labeur. Comme l'explique Locke et à sa suite Tocqueville, la terre appartient à celui qui la travaille pour en tirer sa subsistance. C'est sa mise en valeur par le colon anglais qui légitime sa revendication. Le continent américain peut donc à bon droit être considéré comme un don de la Providence aux Anglo-saxons :

« Quoique le vaste pays qu'on vient de décrire fût habité par de nombreuses tribus d'indigènes, on peut dire avec justice qu'à l'époque de la découverte il ne formait encore qu'un désert. Les Indiens l'occupaient mais ne le possédaient pas. C'est par l'agriculture que l'homme s'approprie le sol et les premiers habitants de l'Amérique du Nord vivaient du produit de la chasse. Leurs implacables préjugés, leurs passions indomptées, leurs vices et plus encore peut-être leurs sauvages vertus les livraient à une destruction inévitable. [...] La Providence, en les plaçant au milieu des richesses du nouveau monde, semblait ne leur en avoir donné qu'un court usufruit ; ils n'étaient là, en quelque sorte qu'en attendant. Ces côtes, si bien préparées pour le commerce et l'industrie, ces fleuves si profonds, cette inépuisable vallée du Mississipi, ce continent tout entier, apparaissaient alors comme le berceau encore vide d'une grande nation. »¹

1. Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, tome 1 (première publication, Paris, 1835), Éditions Garnier-Flammarion, Paris, 1981, p. 84.

Un jugement qui pour terrible qu'il nous paraisse aujourd'hui illustre bien le sentiment largement partagé du dix-septième au dix-neuvième siècle.

L'Indien peut donc réclamer le respect de son droit aux terres de sa tribu voire celui des traités qui ont été solennellement signés par les États-Unis ; mais sa capacité à se porter devant la Cour Suprême pour obtenir réparation des préjudices infligés par les colons ou par les États fédérés n'est pas reconnue dans le conflit qui oppose les Cherokees à l'État de Géorgie (décision *Nation Cherokee contre Géorgie* rendue en 1831) puisque les Cherokees ne sont pas considérés comme une nation souveraine, indépendante des États-Unis. La Cour peut bien l'année suivante admettre l'illégalité de la dépossession de leurs terres par la Géorgie (décision *Worcester contre Géorgie*), le président Jackson refuse de donner force de loi à l'arrêt qui a été rendu. Bien qu'il soit envisagé de Jefferson à Grant (en 1871) de constituer un État indien qui pourrait être incorporé à l'Union, une succession de guerres indiennes prive progressivement les Indiens de leurs territoires jusqu'à leur dernière offensive en 1876. Il ne leur reste ensuite qu'à tenter de survivre à l'intérieur de réserves étriquées. Le dernier territoire indien ouvert à la colonisation est l'Oklahoma où pour la dernière fois en 1889 le gouvernement fédéral cède aux pressions de fermiers avides de terres.

Une appropriation méthodique du continent suppose que soit opéré un quadrillage des parcelles ou portions mises en vente à mesure de l'acquisition de nouveaux territoires. Dès 1784, Jefferson dirige une commission chargée d'effectuer un découpage permettant de vendre la partie du continent située entre les Appalaches et le Mississippi, obtenue par le traité de Paris qui en 1783 clôt la guerre d'Indépendance. La mission confiée par le Congrès est résumée en termes nets par Daniel Boorstin :

« Comment faire pour que l'Ouest fût le plus rapidement vendable tout en coûtant le moins d'argent possible en travaux de reconnaissance du terrain et de relevés topographiques ? Dans quel emballage présenter la marchandise pour que tout acheteur sût exactement où se trouvait sa parcelle de terrain et, pourtant, fût sûr de la solidité de son titre et de son droit de propriété ? »¹

La proposition faite par la commission et retenue par le Congrès dans son « Land Ordinance Act » de 1785 est de diviser le territoire par des lignes orientées nord-sud et est-ouest se coupant à angle droit, organisant ainsi un vaste plan en damier. Des « communes » de six miles de côté (soit 9,3 kilomètres) sont à leur tour divisées en trente-six sections d'une superficie de deux cent soixante hectares. Un tel découpage qui ignore totalement la nature du terrain devient pourtant le schéma qui s'applique uniformément sur cette partie américaine du continent, aisément reconnaissable lorsqu'on survole le territoire transappalachien des États-Unis.

Le plan en damier détermine à son tour l'organisation du réseau de routes et du réseau ferroviaire. Il est dans l'intérêt des États-Unis comme des colons, spéculateurs ou promoteurs d'avoir un accès relativement aisé et rapide aux régions progressivement agrégées par achat, guerre ou négociation. Les communications facilitent la consolidation de l'unité nationale ; elles incitent au peuplement de cet immense espace qui ne peut être revendiqué avec assurance par la république que si ses habitants se réclament d'elle. Ceux-ci qui ont été pressés d'arriver les premiers ont également besoin de moyens pour faire circuler les biens qu'ils ont produits ou qu'ils souhaitent

1. Daniel Boorstin, *op. cit.*, p. 647.